

# COMMUNE D'ANGLEFORT

\*\*\*\*\*

## AMENAGEMENT DE L'ENTREE SUD

RD 992 / Chemin de Mansin

*Travaux de réalisation*

---

### DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

### *Acte d'Engagement*

Maître de l'ouvrage

**Commune d'ANGLEFORT**

230 Rue de la Mairie

01 350 ANGLEFORT

T. 04 50 56 17 16

F. 04 50 56 22 57

E : mairie.anglefort@gmail.com

Maîtrise d'oeuvre

**G.S.M. SARL**

Géomètres-Experts Ingénierie

149 Rue de la République

01302 BELLEY Cedex

T. 04 79 81 10 91

E: geometres@gsm-belley.com

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**ACTE D'ENGAGEMENT**

**AMENAGEMENT DE L'ENTREE SUD**

**RD992/Chemin de Mansin**

**Travaux de Voirie et de Réseaux Divers**

Date du Marché : .....

Montant : ..... €uros TTC

**Maître de l'ouvrage :**

**Commune d'ANGLEFORT**

**230 Rue de la Mairie 01350 ANGLEFORT**

**T. 04 50 56 17 16 F. 04 50 56 22 57 E. mairie.anglefort@gmail.com**

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs au nantissement et cessions de créances :

**M. Le Maire d'ANGLEFORT.**

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

**M. Le Maire d'ANGLEFORT.**

Comptable assignataire des paiements :

**Trésorerie de Oyonnax**

Maîtrise d'œuvre

**Cabinet GSM**

*Géomètres-Experts Ingénierie des VRD*

*149 Rue de la République - 01302 BELLEY Cedex*

*Tel : 04-79-81-10-91 - geometres@gsm-belley.com*

## **ARTICLE 1 : CONTRACTANTS**

### **A. POUR LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES**

Je soussigné :

M.....

agissant en mon nom personnel,

domicilié à : .....

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés,

Et, après avoir produit les certificats, déclarations, attestations ou documents prévus aux articles R.2143-3, R.2143-6 à R.2143-12 du Code de la Commande Publique,

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si son acceptation est notifiée dans un délai de cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

## B. POUR LES SOCIETES

Je soussigné :

M .....

agissant au nom et pour le compte de

La société : .....

Au capital de .....

ayant son siège social à .....

n° de téléphone .....

N° SIRET : .....

CODE NAF : .....

Inscription au registre du commerce (ou répertoire des métiers) .....

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés et après avoir produit les certificats, déclarations, attestations ou documents prévus aux articles R.2143-3, R.2143-6 à R.2143-12 du Code de la Commande Publique,  
- je m'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.  
L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si son acceptation est notifiée dans un délai de cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

### C. POUR LES GROUPEMENTS SOLIDAIRES

Nous soussignés :

- 1/ M .....  
agissant au nom et pour le compte de  
  
La société : .....  
Au capital de .....  
  
ayant son siège social à .....  
  
n° de téléphone .....  
  
N° SIRET : ..... CODE NAF : .....  
Inscription au registre du commerce (ou répertoire des métiers) .....
- 2/ M .....  
agissant au nom et pour le compte de  
  
La société : .....  
Au capital de .....  
  
ayant son siège social à .....  
  
n° de téléphone .....  
  
N° SIRET : ..... CODE NAF : .....  
Inscription au registre du commerce (ou répertoire des métiers) .....
- 3/ M .....  
agissant au nom et pour le compte de  
  
La société : .....  
Au capital de .....  
  
ayant son siège social à .....  
  
n° de téléphone .....  
  
N° SIRET : ..... CODE NAF : .....  
Inscription au registre du commerce (ou répertoire des métiers) .....

La société .....étant mandataire des cotraitants ci-dessus groupés solidaires.

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés,

Et, après avoir produit les certificats, déclarations, attestations ou documents prévus aux articles R.2143-3, R.2143-6 à R.2143-12 du Code de la Commande Publique,

Nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si son acceptation est notifiée dans un délai de cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

## **Article 2 - Prix**

### **2.1. Montant du marché**

Les modalités de variation des prix sont fixées au CCAP.

L'évaluation des travaux, telle qu'elle résulte du détail estimatif est :

Montant hors T.V.A. : ..... €

T.V.A. au taux de 20,0 % : ..... €

Montant T.V.A. incluse ..... €

..... eurosTTC

### **2.2. Sous-traitance**

Il est proposé de sous-traiter avec paiement direct les prestations suivantes aux titulaires et pour les montants figurant ci-après. Les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que chaque sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Nature de la prestation	Montant de la prestation en € TTC	Sous-traitant devant exécuter la prestation	N° des annexes
Total			

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement est ainsi de .....€ Euros.

En outre, les éléments ci-après indiquent la nature et le montant des prestations qu'il est envisagé de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement les concernant à la personne responsable du marché ; les sommes figurant ci-après correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Nature de la prestation	Montant de la prestation en € TTC

### **ARTICLE 3 – DELAIS**

#### **3.1. Délai global**

##### Marché à tranche unique

Le délai d'exécution part de la date de réception par l'Entrepreneur de la notification du marché. Par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG Travaux, la date de notification du marché vaut date de démarrage de la période de préparation.

Les autorisations de commencer les travaux proprement - dits seront données par ordres de services du Maître d'œuvre.

Le délai global d'exécution est fixé à :

- Huit mois dont un mois de période de préparation

Ce délai comprend les opérations de repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

#### **3.2. Délai partiel**

Sans objet.

#### **3.3. Démarrage des travaux**

La préparation des travaux est prévue en Décembre 2024.

Le commencement des travaux est prévu en Janvier 2025, il sera notifié par ordre de service.

#### **3.4. Interruption des travaux**

Les interruptions des travaux seront délivrées par ordre de service.

## **ARTICLE 4 – PAIEMENTS**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants:

- Compte ouvert au nom de .....  
pour les prestations : .....  
à l'établissement .....  
adresse.....  
sous les numéros .....  
Code banque .....Code guichet .....  
Numéro de compte .....Clé RIB .....  
IBAN : .....  
BIC : .....
- Compte ouvert au nom de .....  
pour les prestations : .....  
à l'établissement .....  
adresse.....  
sous les numéros .....  
Code banque .....Code guichet .....  
Numéro de compte .....Clé RIB .....  
IBAN : .....  
BIC : .....

Joindre le ou les relevés d'identité bancaire ou postal.

En cas de groupement solidaire, les travaux exécutés feront l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entrepreneurs groupés ou du mandataire, conformément à l'article 11.6.1 du CCAG Travaux approuvé par arrêté du 08 septembre 2009.

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

### **Avance Forfaitaire**

L'(es) entreprise(s) désignées ci-après :

.....  
**Renonce au bénéfice de l'avance** ☐ NON ☐ OUI (cocher la case correspondante)

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché,

- à mes/nos torts exclusifs, ne pas tomber
- aux torts exclusifs de la société (du groupement) pour laquelle (lequel ) j'interviens, que celle-ci ( celui-ci ) ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la Commande Publique.

Le présent acte d'engagement est constitué de :

*Indiquer, parmi les annexe(s) énumérée(s) ci-après, celles qui constituent le présent acte d'engagement*

- |  |                 |
|--|-----------------|
| ➤ Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants       | ou DC1          |
| ➤ Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement                     | ou DC2          |
| ➤ ANNEXE n° ... : demandes de précisions ou compléments sur la teneur des offres | ou OUV6<br>OUV7 |
| ➤ ANNEXE n° ... : mise au point du marché  | ou OUV11        |
| ➤ Annexe relative à la présentation d'un sous-traitant                           | ou DC4          |
| ➤ Autres : préciser :  | ou ...          |

Oui	Non

Fait en un seul original,

à .....

le .....

#### **Signature du (des) entrepreneurs**

*Le signataire doit porter la mention manuscrite « lu et approuvé »*

#### **Acceptation de l'offre**

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

à .....

le .....

Pour la commune d'Anglefort,

**M. Bernard THIBOUD, Maire d'ANGLEFORT en exercice**

#### **Date d'effet du marché**

- **En cas de remise contre récépissé :**

Reçu notification du marché le : .....

L'entrepreneur

Ou

- **En cas d'envoi en LR AR :**

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché, signé le ..... par l'entrepreneur.

Le ..... (date d'apposition de la signature ci-après)

Le représentant légal du Maître d'Ouvrage

**ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT  
EN CAS DE SOUS-TRAITANCE**  
\*\*\*\*\*

**ANNEXE n° .....**

Le formulaire DC4 peut être utilisé par les candidats ou titulaires des marchés publics pour présenter un candidat.  
Cette présente annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance valant demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance (1).

**IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

**Commune d'ANGLEFORT**  
**230 Rue de la Mairie 01350 ANGLEFORT**  
T. 04 50 56 17 16 F. 04 50 56 22 57 E. mairie.anglefort@gmail.com

- Personne habilitée à donner les renseignements propres aux cessions ou nantissement de créances :  
M. Le Maire d'ANGLEFORT

**MARCHE :**

**AMENAGEMENT DE L'ENTREE SUD**  
**RD992/Chemin de Mansin**  
Travaux de Voirie et de Réseaux Divers

- titulaire :

- objet :

- ☐ Annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;  
☐ Acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;  
☐ Acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

**PRESTATIONS SOUS-TRAITEES**

- nature :

**- compte à créditer :**

- Compte ouvert au nom de .....  
pour les prestations : .....  
à l'établissement .....  
adresse .....  
sous les numéros .....  
Code banque ..... Code guichet .....  
Numéro de compte ..... Clé RIB .....  
IBAN : .....  
BIC : .....

- Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : .....
- Montant maximum HT : .....
- Montant maximum TTC : .....

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du code général des impôts :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant maximum hors TVA : .....

• **Modalités de variation des prix :**

**Conditions de paiement**

• **Compte à créditer :**

*(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)*

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

• **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

*(Cocher la case correspondante.)*

☐ NON

☐ OUI

**Capacités du sous-traitant**

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

**Attestations sur l'honneur du sous-traitant**

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

### **Cession ou nantissement des créances résultant du marché public**

*(Cocher les cases correspondantes.)*

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles R2193-11 à R2193-16 du Code de la Commande Publique, en produisant en annexe du présent document :

OU ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

**Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant**

A ..... le .....

A ..... le .....

Le sous-traitant

Le candidat ou le titulaire

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A ..... le .....

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

**Notification de l'acte spécial au titulaire**

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :  
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A ..... , le .....